

CANADA - MESURES VISANT L'EXPORTATION  
DES AERONEFS CIVILS

Demande de consultations présentée par le Brésil

La communication ci-après, datée du 10 mars 1997, adressée par la Mission permanente du Brésil à la Mission permanente du Canada et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, à la demande de la Mission permanente du Brésil.

Le gouvernement brésilien demande l'ouverture de consultations avec le gouvernement canadien conformément à l'article 4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord") au sujet de certaines subventions accordées par le gouvernement canadien ou ses provinces, qui soutiennent l'exportation d'aéronefs civils du Canada. L'article 3 de l'Accord prohibe les subventions subordonnées, en droit ou en fait, aux résultats à l'exportation. Les renseignements dont dispose le gouvernement brésilien font apparaître que les programmes ci-après peuvent être incompatibles avec les prescriptions de l'article 3:

1. Participation de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) au capital social de sociétés spécialement établies pour faciliter l'exportation des aéronefs;
2. Garanties de prêts accordées par la SEE pour les aéronefs exportés;
3. Soutien accordé par le Compte du Canada à Canadair et à de Havilland, tous deux constructeurs aéronautiques canadiens, détenus en totalité ou en partie par un autre constructeur aéronautique canadien, Bombardier;
4. Prêt sans intérêt de 87 millions de dollars accordé par le gouvernement canadien au constructeur aéronautique canadien Bombardier, remboursable uniquement avec les bénéfices qui pourront être tirés de la vente des aéronefs;
5. Subvention de 57 millions de dollars accordée en décembre 1996 par le gouvernement canadien à Bombardier afin de développer une version pour 70 passagers de l'aéronef régional Dash 8 de la société;
6. Vente imminente à Bombardier, par le gouvernement de l'Ontario, de son investissement dans de Havilland, à des conditions autres que commerciales;

7. Subvention de 147 millions de dollars annoncée en janvier 1997 en faveur de Pratt & Whitney du Canada pour développer des moteurs destinés à des aéronefs-navettes à réaction produits par Bombardier et des sociétés affiliées;
8. Avantages conférés à Bombardier dans le cadre de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel;
9. Avantages conférés à Bombardier par le gouvernement du Québec dans le cadre de la Société de développement industriel du Québec, y compris son programme PREP (programme d'appui à la reprise) dont ne peuvent bénéficier que les activités d'exportation.

Conformément à l'article 4 de l'Accord, le gouvernement brésilien demande l'ouverture de consultations avec le gouvernement canadien pour examiner cette question en vue d'arriver à un résultat mutuellement satisfaisant dans le délai de 30 jours prévu à l'article 4.4.

Dans une communication distincte, le Brésil demande également l'ouverture de consultations avec le Canada au sujet de ces programmes conformément à l'article 7 de l'Accord. Cette demande distincte est présentée parce que l'Accord prévoit des procédures distinctes de consultations et de règlement des différends pour les subventions relevant des Parties II et III. Le gouvernement brésilien souhaite que les consultations au titre de l'article 4 aient lieu dans le délai prévu par cet article et il est prêt à étudier toutes suggestions que le gouvernement canadien pourrait faire au sujet des dates. Le Brésil espère que les deux gouvernements pourront ensuite déterminer si les consultations au titre de l'article 3 pourraient également servir de consultations au titre de l'article 7, ou s'il serait souhaitable de tenir une ou plusieurs sessions additionnelles à cette fin.